



## Incapable de renoncer aux hydrocarbures russes, la Moldavie garde la neutralité

Par [Alexandre Lemoine](#)

Mondialisation.ca, 13 avril 2022

[Observateur continental](#)

Région : [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Pétrole, Gaz de schiste](#), [Énergie](#)

Seulement quelques pays européens ont publiquement refusé de se joindre aux sanctions contre la Russie. Le refus de la Moldavie a été assez surprenant, alors qu'elle se positionnait jusque-là comme complètement pro-européenne et disposée à intégrer l'UE.

Le 2 avril, la présidente moldave Maia Sandu a [déclaré](#) que Chisinau n'avait pas voulu décréter (et ne décrètera pas) des sanctions contre la Russie parce que le pays était entièrement dépendant de la Russie en matière d'énergie. D'autant que, selon la cheffe de l'État, les activités militaires en Ukraine ont déjà significativement affecté l'économie de la république.



Puis elle a [rappelé](#) la dépendance énergétique de la Moldavie de la Russie, tout en reconnaissant qu'il n'y avait pas encore de solution à ce problème: «  
Pouvons-nous laisser aujourd'hui le pays sans gaz ni électricité? Non, nous ne pouvons pas. Ni pour nos citoyens ni pour les 100.000 réfugiés ukrainiens, dont 50.000 enfants. »

Sans oublier de mentionner l'Europe. D'après la présidente moldave, son pays est «  
pleinement soutenu par les partenaires occidentaux », qui s'efforceront de trouver pour Chisinau des options alternatives pour l'approvisionner en hydrocarbures. Cependant, il est clair (même si cela n'a pas été dit directement) que l'organisation de l'approvisionnement énergétique alternatif de la Moldavie ne serait pas une priorité pour les Européens.

«  
Mais il existe certaines choses que nous devons garantir à nos citoyens. Nous n'aiderons personne en laissant le pays sans hydrocarbures et en déstabilisant la situation ici: ni la Moldavie, ni l'Ukraine, ni nos partenaires occidentaux », a conclu Maia Sandu.

À noter que l'Ukraine a réagi très calmement à cette position de Chisinau. Alors qu'elle critique activement la Hongrie voisine pour le même comportement.

Kiev sait parfaitement que même en refusant de se joindre aux sanctions, Maia Sandu et son parti restent des alliés idéologiques de l'Ukraine et de l'UE sur le plan stratégique. Ce qui est bien mieux pour Kiev que la présence au pouvoir des socialistes locaux qui soutiennent ouvertement la Russie.

La Transnistrie constitue un sujet à part, où se trouvent des militaires russes et d'où une projection en direction d'Odessa est théoriquement possible. Kiev déclare qu'une frappe ukrainienne préventive contre la Transnistrie n'est possible qu'en cas d'activités intensives du contingent russe et/ou des unités transnistriennes. Et l'Ukraine appelle immédiatement au droit international. Dans le cas contraire, il s'agirait d'une attaque contre le territoire de la Moldavie souveraine. Car de ce point de vue, la Transnistrie fait partie de la Moldavie. Surtout en sachant qu'une grande partie des militaires de l'armée de la république de Transnistrie non reconnue possède la citoyenneté moldave.

Néanmoins, la probabilité d'une attaque éventuelle en provenance de Transnistrie est constamment débattue en Ukraine depuis le 24 février comme un élément d'une offensive combinée contre Odessa par la terre et la mer. Même si d'un point de vue purement technique il est difficile d'attaquer à partir de cet endroit. Autant qu'on puisse en juger, le pont ferroviaire à la frontière entre l'Ukraine et la Moldavie a été détruit.

Il convient de noter que ces derniers jours les médias ukrainiens mènent un jeu étrange. Ils insinuent de plus en plus qu'après la « défaite en Ukraine » le contingent russe en Transnistrie pourrait recevoir l'ordre de prendre rapidement Chisinau. Les voisins entendent-ils ces « avertissements » et sont-ils vraiment effrayés?

Alexandre Lemoine

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)  
Copyright © [Alexandre Lemoine](#), [Observateur continental](#), 2022

Articles Par : [Alexandre Lemoine](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si

vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)